



**HAL**  
open science

# The role of the International Sociological Association in the institutionalization and structuring of the discipline

Gisèle Sapiro

► **To cite this version:**

Gisèle Sapiro. The role of the International Sociological Association in the institutionalization and structuring of the discipline. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2023, N° 246-247 (1), pp.94-117. 10.3917/arss.246.0094 . halshs-04386687

**HAL Id: halshs-04386687**

**<https://shs.hal.science/halshs-04386687>**

Submitted on 10 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## **Du rôle de l'Association internationale de sociologie dans l'institutionnalisation et la structuration de la discipline**

Gisèle Sapiro

L'internationalisation des sciences sociales après la Deuxième Guerre mondiale est souvent rapportée à l'investissement des fondations philanthropiques étasuniennes dans le financement et l'orientation de la recherche suivant le modèle des sciences de la nature<sup>1</sup>. Si le rôle qu'elles ont joué est indéniable, il ne suffit pas à rendre compte de la rapide institutionnalisation académique de nombre de disciplines : sociologie, science politique, économie, psychologie. Ce phénomène, le plus souvent appréhendé du point de vue de l'histoire nationale, gagne à être éclairé par une approche transnationale prenant en compte d'une part la circulation du modèle disciplinaire d'un pays à l'autre, de l'autre le rôle des associations internationales fondées après la guerre sous l'égide de l'UNESCO<sup>2</sup>.

C'est à ce second facteur qu'est consacré le présent article, à travers une étude de cas : celui de l'Association internationale de sociologie ou International Sociological Association (ISA). Elle permet d'interroger les modalités et formes de l'inter- ou la transnationalisation des sciences sociales, le premier de ces termes se référant ici aux formes d'organisation où les États-nations sont représentés en tant que tels, quand le second renvoie aux réseaux ou instances réunissant des individus de différentes cultures sans en être les porte-parole officiels.

L'histoire des disciplines tend à confondre sous le vocable « institutionnalisation » des processus différents qui n'ont pas toujours coïncidé, et qui ne se sont unifiés pour former le modèle disciplinaire que nous connaissons aujourd'hui qu'à un certain moment de cette histoire. On peut distinguer quatre aspects à ce processus : l'institutionnalisation universitaire, le développement professionnel, la formation d'un champ scientifique, l'émergence d'un marché de publications spécialisé<sup>3</sup>. Par exemple, si un champ scientifique s'était formé en France dès le 19<sup>e</sup> siècle, la sociologie ne devient une discipline universitaire autonome qu'en 1958, avec la création de la licence<sup>4</sup>. L'ISA a joué un rôle clé dans la convergence de ces processus après la guerre, surtout dans sa première phase, qui a été déterminante pour la formation et la circulation du modèle disciplinaire. Pareil rôle renvoie à l'un des trois mécanismes explicatifs de l'isomorphisme organisationnel selon DiMaggio et Powell : la diffusion de normes professionnelles (à la différence de l'imitation et de la contrainte)<sup>5</sup>. Ce cadre analytique doit cependant être complété pour être pleinement explicatif : la diffusion de normes, tout comme l'imitation et la contrainte, s'opère dans un espace ici transnational, structuré par des rapports de force inégaux. Ceux-ci se fondent sur la distribution inégale des différents types de capitaux - économiques, (géo-)politiques, culturels, linguistiques, scientifiques (plus ou moins autonomes des précédents) - qui seuls peuvent rendre compte du sens dans lequel s'opère cette circulation (des pays dominants vers les pays dominés dans cet espace), ainsi que sur la position qu'occupent les agents qui s'y investissent dans leurs champs nationaux d'origine.

---

<sup>1</sup> Michael Pollak, « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n°2-3, 1976, p. 105-121. Voir aussi Johan Heilbron, Laurent Jeanpierre, & Nicolas Guilhot, « Vers une histoire transnationale des sciences sociales », *Sociétés contemporaines*, n°73, 2009, p. 121-145.

<sup>2</sup> Gisèle Sapiro « Les sciences humaines et sociales, entre national et international », *Socio-logos* [En ligne], 17, 2022 ; DOI : <https://doi.org/10.4000/socio-logos.5888>.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Voir Johan Heilbron, *La Sociologie française*, trad. fr., Paris, CNRS Éditions, 2020.

<sup>5</sup> Paul Di Maggio and Walter Powell, « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, vol. 48, n°2, 1983, p. 147-160.

L'histoire de l'ISA est révélatrice de la façon dont cette association a élaboré un modèle disciplinaire qui visait à unifier la discipline autour de normes et de pratiques. Ces normes disciplinaires provenaient en bonne partie des États-Unis, dont l'ISA a contribué à renforcer l'hégémonie. À l'instar d'autres associations internationales de sciences sociales, telle que l'IPSA (International Political Science Association), l'ISA a été créée en 1949 à l'instigation de l'UNESCO en vue de la pacification des relations internationales par la coopération intellectuelle et scientifique, avec une ambition universaliste affichée d'unification de la discipline<sup>6</sup>. Dès sa fondation, elle se donne pour mission de favoriser l'institutionnalisation académique de la sociologie en repérant des interlocuteurs sur place et en les mandatant pour représenter leur pays au sein de l'association.

Les enjeux politiques de cette stratégie, de même que de son élargissement par-delà le monde dit occidental, se manifestent à travers l'intégration de sociologues d'URSS et de Pologne dès la fin des années 1950, puis avec les sud-américains, et plus récemment avec les pays asiatiques, arabes et africains. La composition des instances dirigeantes reflète ces évolutions, de la prépondérance, au départ, de représentants de pays européens, de sexe masculin, à une diversification sur le plan national et genré, laquelle ne suffit pas en soi à faire disparaître les rapports de force inégaux entre nationalités et sexes au sein de l'association, comme on va le voir, du fait de facteurs économiques, politiques et linguistiques, ainsi que de biais cognitifs.

Malgré la continuité institutionnelle, l'ISA a fortement évolué depuis sa fondation, non seulement dans sa morphologie mais dans son organisation interne et dans les fonctions qu'elle remplit au sein du champ transnational de la sociologie. Ces changements affectent aussi la manière dont s'y retraduisent les enjeux politiques. C'est ce que montre cette étude fondée sur les bulletins de l'ISA, ses archives, les programmes de ses congrès (ainsi que les actes pour la période 1950-1970), la composition (nationale et genrée) des sessions (semi-)plénières et de ses comités de direction, et des entretiens avec ses dernières présidentes et d'autres membres ayant eu des responsabilités<sup>7</sup>.

On distinguera trois phases de son histoire. La première va de sa fondation à l'année 1970. L'ISA est alors formée de représentants des associations nationales et contribue à la construction du modèle disciplinaire que l'on connaît aujourd'hui lors de ses congrès et à travers ses publications. Mais c'est aussi une période de forte dépendance à l'égard de l'UNESCO, et de valorisation de l'expertise pour les politiques publiques. En 1970, une réforme des statuts autorise les adhésions individuelles, qui garantissent l'autonomie financière de l'association et la liberté de la demande d'expertise. La multiplication des réseaux thématiques (« *Research Committees* », ou RCs), qui s'autonomisent de la direction de l'association, témoigne en outre de la diversification et de la spécialisation de la discipline, alors qu'elle s'institutionnalise dans beaucoup de pays. Les RCs sont aussi le lieu d'une transnationalisation des spécialités (leurs membres n'y étant pas des représentantes attitrées de leurs pays respectifs). Une nouvelle réforme des statuts, envisagée dès

---

<sup>6</sup> Voir Jennifer Platt, *A Brief History of the ISA : 1948–1997*, Montréal, International Sociological Association, 1998; et Thibaud Boncourt, « What 'Internationalization' means in the social sciences. A comparison of the International Political Science and Sociology Associations », in Thibaud Boncourt, Johan Heilbron, et Gustavo Sorà (dir.), *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018, p. 95-124.

<sup>7</sup> Cet article est tiré d'une étude à paraître sur l'histoire de l'ISA à travers ses congrès m'a été commanditée par le président actuel de l'ISA, Sari Hanafi, que je remercie pour sa confiance et ses remarques. L'étude vient compléter et prolonger celle réalisée par Jennifer Platt en vue des 50 ans de l'ISA, qui a reconstitué les enjeux institutionnels internes à partir des archives, mais n'aborde les enjeux intellectuels et les congrès que de façon très succincte. Merci aussi à Alihan Mestci qui a collecté et analysé les données quantitatives relatives à la période 1998-2018 pour compléter l'étude de Platt, à Izabela Barlinska et Juan Lejarraga, du secrétariat de l'ISA, pour m'avoir facilité l'accès aux archives en période de pandémie, ainsi qu'à celles et ceux qui m'ont accordé un entretien. N'ayant été membre de l'ISA que quatre ans (de 2002 à 2006) sans participer à aucun congrès, mon approche ne se fonde pas sur l'observation participante (mais j'ai observé le forum de Porto Alegre tenu à distance en 2020). Enfin, je remercie Thibaud Boncourt, Quentin Fondu, Camille François et Johan Heilbron pour leur relecture du présent article.

1990, est adoptée en 1994. L'ISA connaît alors une forte croissance de ses effectifs et une diversification des origines géographiques de ses membres et des participant·es aux congrès, qui entraîne une contestation de la domination occidentale. L'écart que l'on observe entre d'un côté la diversification des membres et participant·es aux congrès, de l'autre les invitations aux sessions plénières et semi-plénières des congrès et les autres dispositifs de valorisation (prix, invitations à présenter des livres), révèle néanmoins l'inertie des biais cognitifs en faveur des hommes des pays du nord jusqu'en 2010.

Si l'ISA joue un rôle-clé dans l'unification et la structuration de cet espace en un champ inter-ou transnational tel que défini par Bourdieu<sup>8</sup>, avant même la formation de champs nationaux dans la plupart des pays, cette unification entraîne des luttes entre conceptions de la discipline : d'abord, pendant la première et deuxième phases, entre les sociologues des démocraties libérales et ceux du bloc communiste (où cette conception est imposée par la contrainte dans les pays satellites de l'URSS), mais aussi entre sociologues marxistes et anti-marxistes ; puis, dans la troisième phase, alors que la discipline est déjà établie dans la plupart des pays du monde, entre sociologues « occidentaux » et « non occidentaux »<sup>9</sup>, qui introduisent la problématique du décentrement épistémologique et de l'indigénisme. Cette dernière lutte institutionnelle et épistémique est cependant en partie nourrie des théories postcoloniales et subalternes développées et légitimées par des chercheurs des pays du sud qui ont émigré aux États-Unis, comme Edward Saïd, Homi Bhabha et Gayatri Spivak<sup>10</sup>, tout comme le marxisme se voit légitimé par des sociologues de gauche étasuniens et occidentaux dans les années 1960-1970. D'instance inter-nationale unifiant la discipline sous l'égide de l'hégémonie étasunienne et de la demande d'expertise de l'UNESCO, l'ISA devient un lieu de débat scientifique autonome et pluriel où s'affrontent divers courants et approches, et où se tissent des réseaux participant de la transnationalisation de la recherche sociologique, la tension entre hégémonie et pluralisme n'étant pas spécifique à la sociologie<sup>11</sup>. Sa diversification entraîne aussi une politisation, et une lutte entre différentes conceptions de l'autonomie disciplinaire.

### **Une association inter-nationale par temps de guerre froide (1949-1970)**

Au cours de la première phase de son existence, l'ISA joue un rôle central dans la codification et la diffusion internationale de normes professionnelles et scientifiques, faisant converger les quatre processus évoqués en un modèle disciplinaire. Organisation professionnelle qui va encourager et favoriser la création d'associations nationales, l'ISA met également en place un agenda de recherche, des normes et programmes d'enseignement, qui sont discutés lors de ses congrès tous les trois ans. Elle contribue à la diffusion transnationale des résultats de recherche à travers ses congrès et sa revue *Current Sociology*, à un moment où l'édition en sciences humaines et sociales connaît un essor sans précédent. Cependant, elle n'est, durant cette phase, pas complètement autonome de l'UNESCO<sup>12</sup> qui la finance, ni de son agenda politique, comme en

---

<sup>8</sup> Voir Pierre Bourdieu, « Programme pour une sociologie de la circulation internationale des œuvres culturelles », *Impérialismes*, Paris, Raisons d'agir, 2023, pp. 85-86 et l'extrait en introduction de ce numéro. Bourdieu parle plutôt de « champs internationaux », mais évoque un « champ transnational » pour parler de l'aire linguistique francophone.

<sup>9</sup> J'emploierai selon le propos l'opposition occidental/non occidental et nord/sud, ces deux principes de clivage ne se recoupant pas (par exemple, le Japon est considéré comme « non occidental » mais pas comme pays « du sud »). Ces oppositions sont bien sûr des constructions sociales dont la portée est limitée, mais elles sont néanmoins des catégories agissantes dans la perception des acteurs de cette histoire qui les mobilisent dans un sens ou dans l'autre.

<sup>10</sup> Voir Thomas Brisson, *Décentrer l'Occident. Les intellectuels postcoloniaux, chinois, indiens et arabes, et la critique de la modernité*, Paris, La Découverte, 2018.

<sup>11</sup> Benoit de l'Estoile, « Hegemonic Gravity and Pluralistic Utopia: a Comparative approach to internationalization in Anthropology », *Journal of the World Anthropologies Network*, 3, 2008, p. 111-129.

<sup>12</sup> Les États-Unis sont alors le principal contributeur au budget de l'UNESCO.

témoignent les thèmes de ses congrès : « relations internationales », « conflits inter-groupes », « développement » et les enquêtes qu'elle réalise pour le compte de l'UNESCO sur « la coopération pacifique », « l'accès des femmes à l'éducation », ou « la contribution positive de l'immigration.

Se démarquant de la « société savante » qu'incarnait l'Institut international de sociologie, fondé en 1893 par René Worms, avec lequel elle entre en concurrence et en tension<sup>13</sup>, l'ISA offre un nouveau modèle associatif, plus démocratique car fondé sur l'adhésion et non la cooptation sélective, auquel vont se convertir la plupart des sociétés savantes de sociologie qui lui préexistaient (j'en ai recensé une douzaine). L'ISA stimule ainsi la création d'associations nationales de sociologie dans de nombreux pays (j'en ai identifié une cinquantaine, dont seule une dizaine ont adopté le nom de « Société » plutôt que celui d'« Association »), ainsi que d'associations régionales (Latino-américaine, scandinave, européenne), et d'associations formées sur une base linguistique (langue française et pays francophone, langue et pays arabes)<sup>14</sup>.

Dès sa fondation, l'ISA attire des sociologues de nombreux pays. Si, en 1950, elle ne se composait encore que de 6 sociétés ou associations nationales (américaine, britannique, allemande, belge, néerlandaise, japonaise), le deuxième congrès, qui s'est tenu à Liège en 1953, a réuni 281 délégués de 34 pays : 65 de Belgique, 34 des États-Unis, 32 de France, 28 d'Allemagne, 23 du Royaume-Uni, 22 des Pays-Bas, 8 d'Italie, 7 du Danemark, et 7 d'Inde. Il y avait aussi des représentants de l'Argentine, d'Australie, du Brésil, du Canada, du Chili, d'Equateur, de la Finlande, de la Gold Coast (actuel Ghana), de la Grèce, de l'Islande, d'Israël, du Japon, du Liban, du Mexique, de la Nouvelle Zélande, de la Norvège, du Panama, d'Espagne, de Suède, de Suisse, de l'Union sud africaine, de l'Uruguay, du Venezuela, et de la Yougoslavie. Comme au premier congrès (qui a réuni 154 membres), trois quarts des participantes provenaient d'Europe de l'Ouest, et 13 à 15% d'Amérique du Nord. L'équilibre entre régions évolue en fonction des lieux des congrès : à celui de Washington en 1962, le pourcentage de ces derniers atteint 59%, quand celle des Européens de l'ouest tombe à 28%. La part de ceux d'Europe de l'Est commence à augmenter à partir 1956 à la faveur du dégel et de la nouvelle stratégie communiste d'investissement des organisations internationales (voir *infra*), passant de 3% en 1950 à 9% en 1956 et à 13% en 1959 (si elle chute à 4% des 1196 participantes au congrès de Washington, elle atteindra son sommet au congrès de Varna en 1970, avec 38% des plus de 3000 participantes). La part des autres régions demeure inférieure ou égale à 5%.

À l'issue du deuxième congrès s'est posée la question de savoir comment diffuser les 156 communications, présentées dans les deux langues officielles de l'ISA, Anglais et Français. La publication dans des revues de sociologie eût privilégié la communication scientifique en direction de la communauté scientifique : l'ISA venait de lancer le premier numéro de sa propre revue, *Current sociology*, publiée en collaboration avec l'UNESCO et le Comité international des sciences sociales, et proposant un état des lieux des différents domaines de la sociologie : urbaine, industrielle, rurale, électorale, de la famille, de la religion, des recherches en criminologie, ou encore des travaux sur l'impact de l'industrialisation sur les pays sous-développés, l'assimilation des émigrés, etc. La collaboration avec l'UNESCO impliquait cependant de produire des diagnostics à l'usage des politiques publiques. L'ISA avait signé un contrat pour évaluer les études produites par l'UNESCO dans le cadre de son projet sur les « tensions » et suggéré de nouvelles pistes en sociologie des relations internationales. L'ISA a également collaboré avec l'UNESCO sur des études sur

---

<sup>13</sup> En 1933, le démographe italien Corrado Gini en était devenu le vice-président, et son soutien au régime fasciste (il est notamment l'auteur d'un texte sur « The scientific basis of fascism », paru dans *Political Science Quarterly*, vol. 42, n° 1, 1927, p. 99-115) entachait la réputation de l'IIS dans la conjoncture de rétablissement d'un ordre démocratique après la guerre. L'IIS, qui continuait d'organiser ses congrès internationaux, finit par adhérer à l'ISA.

<sup>14</sup> Voir le tableau 1 en annexe dans G. Sapiro, « Les sciences humaines et sociales, entre national et international », art. cité.

L'enseignement de la sociologie dans quinze pays, publiées dans la collection « Teaching in the social sciences ». En retour, les actes du deuxième congrès, dont le premier volume comprenait des bilans de la recherche dans différents pays et des questions professionnelles et pédagogiques, contribuaient à consolider la discipline en tant que telle dans le champ académique mondial, à un moment crucial de son développement professionnel et de son institutionnalisation universitaire. Intitulés *Transactions*, ils ouvraient une série qui allait inclure les actes des colloques suivants.

Un des enjeux de la création de l'ISA était l'imposition de normes scientifiques face au marxisme. Son histoire est traversée dès cette époque par les réfractions de la guerre froide, qui culminent en 1970 au congrès de Varna, le premier à être organisé dans un pays communiste. Si la sociologie avait été supprimée en tant que « science bourgeoise » dans les pays communistes, elle y a survécu dans les marges pour bientôt renaître de ses cendres à la faveur du mouvement d'internationalisation impulsé par l'ISA, le Parti communiste soutenant ce mouvement à partir de 1956 dans le but de promouvoir une sociologie marxiste. Ainsi le polonais Stanislaw Ossowski, qui avait signé la déclaration fondatrice de l'ISA en 1949, et allait être élu membre de son comité exécutif en 1956, refonda une Association polonaise de sociologie en cette période de dégel, ce qui permit aux sociologues polonais de nouer des contacts internationaux (en invitant des sociologues étasuniens comme Lazarsfeld dès 1958)<sup>15</sup> ; un mouvement semblable, quoique de moindre ampleur, s'observe en URSS, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, et en Bulgarie, pays le plus aligné sur l'URSS, et qui accueille, à Varna, en 1970, deux ans après le printemps de Prague, le septième congrès mondial de l'ISA<sup>16</sup>.

Ce congrès réunit plus de 3000 sociologues de 14 pays, dont, on l'a dit, 38% provenaient des pays du bloc communiste. Logés dans un hôtel séparé, leurs délégués étaient fortement contrôlés, un bureau de traduction étant installé à l'étage pour valider toutes les traductions des communications présentées<sup>17</sup>. De crainte d'un boycott des sociologues de l'Ouest semble-t-il, certains professeurs destitués par leurs gouvernements, tel Milos Kalab (Tchécoslovaquie) et A. Hegedus (Hongrie), qui avaient tous deux dirigé des instituts de sociologie centraux dans leur pays, avaient été autorisés à participer. Brillaient en revanche par leur absence non seulement des hétérodoxes comme Pavel Machonin (Tchécoslovaquie) ou Yuri Levada (URSS) et des figures dissidentes passées à l'Ouest à l'instar de Bernard Weiner, Zygmunt Bauman, ou P. Suzanek, mais aussi des sociologues anticommunistes en vue tel Raymond Aron, pourtant alors vice-président de l'ISA, et Daniel Bell, dont la théorie du post-industrialisme fut une des principales cibles des attaques des délégués des pays communistes (lesquels faisaient ainsi pour la première fois la preuve de leur bonne connaissance des théories produites dans les démocraties libérales). Selon Katz, malgré les divergences flagrantes, le colloque révéla à la fois un rapprochement et un déplacement de la ligne de clivage : d'un côté, les sociologues de l'Est s'ouvraient aux théories « occidentales » dominantes (notamment le fonctionnalisme) et à l'approche « empirique » ; de l'autre, ces théories et méthodes étaient critiquées par des sociologues occidentaux de gauche puisant dans le marxisme, dont la part avait augmenté (cette critique était déjà apparue au congrès d'Evian de 1966).

L'alliance entre sociologues de gauche, chercheurs d'Europe de l'Est et délégués des pays arabes avait conduit à l'élection d'un président polonais, Jan Szczepanski, en 1966, puis, au congrès de Varna, à celle de Reuben Hill, décrit par ses soutiens comme un « constructeur de pont » (« *bridge builder* »), contre Seymour Lipset, dont l'opposition tant à la *New Left* qu'au marxisme-léninisme

---

<sup>15</sup> Antoni Sulek et Nina Kraško, « The Multifarious and Changing Functions of the Polish Sociological Association », *International Sociology*, vol. 17, n°2, 2002, p. 213-231.

<sup>16</sup> L'association hongroise ne verra le jour qu'en 1983, mais la discipline s'était réorganisée depuis 1963. Victor Karady et Péter Tibor Nagy, *Sociology in Hungary. A Social, Political and Institutional History*, Basingstoke, Palgrave, 2019. En 1979, l'Association internationale de science politique tiendra son congrès à Moscou. Voir Thibaud Boncourt and Pierre-Louis Six, « La science politique est-elle une affaire politique ? », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°40, 2022, p. 43-83.

<sup>16</sup> D'après le compte rendu par Zeev Katz, « The VIIth World Congress

<sup>17</sup> D'après le compte rendu par Zeev Katz, « The VIIth World Congress of Sociology at Varna : An encounter between two sociological cultures », *The American Sociologist*, vol. 6, n°2, 1971, p. 176-180.

était notoire. De même, le marxiste britannique Tom Bottomore fut élu au comité exécutif (et devint un des vice-présidents de l'ISA, avec le bulgare Jivko Ochavkov et le chilien Aldo Solari), tandis que Morris Janowitz, Michel Crozier, and Shmuel Eisenstadt étaient battus. Parmi les membres du comité exécutif, fut également élu le Russe Gennady Osipov. Ce congrès occupe une position charnière entre les première et deuxième périodes non seulement par la redéfinition des enjeux intellectuels et des rapports de force internes, mais aussi par un changement des statuts de l'Association.

### **Spécialisation des domaines de la sociologie et asymétries de la transnationalisation (1971 – 1990)**

Les nouveaux statuts, qui ouvrent l'association aux adhésions individuelles, vont modifier profondément l'organisation et les fonctions de l'ISA<sup>18</sup>. Cette transformation, alors que la discipline s'est établie dans un grand nombre d'universités de par le monde, déplace ses principaux objectifs de l'institutionnalisation académique et de la sociologie à destination des politiques publiques vers les questions scientifiques et professionnelles (même si l'ISA a continué pendant un certain temps à être en contact avec des organismes internationaux comme l'Organisation mondiale de la santé). L'ISA, qui compte désormais 47 associations nationales parmi ses adhérents, devient un espace de circulation transnationale des savoirs sociologiques, qui permet la confrontation et le développement de nouvelles recherches au niveau international, lors des congrès. Ceux-ci se réunissent désormais tous les quatre ans (au lieu de trois), et s'organisent autour des plénières et semi-plénières (*symposia*) liées au thème choisi, des sessions spéciales et ad hoc hors thème (généralement en lien avec les préoccupations locales), des sessions des RCs et de celles des Thematic Groups (TG) et des Working Groups (WG)<sup>19</sup>. L'ISA contribue ainsi à structurer un champ sociologique global, moins organisé nationalement, et moins dominé par l'Occident, surtout à partir du congrès de Mexico en 1982.

Le besoin de réformer les statuts de l'ISA était apparu dès le congrès d'Evian de 1966. Des réclamations s'étaient faites entendre contre les modalités d'adhésion, qui n'autorisaient les candidatures individuelles qu'exceptionnellement, limitant le rôle de l'ISA dans la discipline, ainsi que son budget. Les critiques concernaient aussi les procédures électorales qui revenaient à perpétuer une « oligarchie d'internes<sup>20</sup> ». Enfin, les comités de recherche, dont le nombre s'était accru, aspiraient à être reconnus et représentés comme tels dans le Conseil de direction et dans le Comité exécutif. Une version révisée de la constitution avait été préparée par un comité présidé par le sociologue norvégien Stein Rokkan, qui proposa d'autoriser les adhésions individuelles et d'inclure des représentants des RCs dans le Conseil. La proposition fut discutée au Congrès de Varna de 1970. Le principe des adhésions individuelles fut adopté avec très peu d'opposition, mais la clause sur la représentation des RC fut rejetée car elle menaçait de réduire l'influence des petits pays et d'accroître celle des États-Unis (l'opposition émanait surtout des pays communistes). La proposition était en effet soutenue par l'Association américaine de sociologie, représentée par Peter Blau. Comme il l'a rapporté, le slogan utilisé contre était « une nation, un vote »<sup>21</sup>.

Un compromis fut trouvé par la création d'un Conseil de recherche distinct, composé des représentants des RCs. Il oeuvrerait parallèlement au Conseil des délégués nationaux (mandatés par

---

<sup>18</sup> Jennifer Platt, *A Brief History of the ISA*, *op. cit.*, p. 30.

<sup>19</sup> Ces deux dernières catégories constituant souvent une étape avant le passage au statut de RC.

<sup>20</sup> « The new structure of the I.S.A. », *ISA Newsletter* 1, 1971, p. 2.

<sup>21</sup> Peter Blau, « Report of the representative of the American Sociological Association to the International Sociological Association », *The American Sociologist*, vol. 6, n° 2, 1971, p. 176.

les associations nationales), où la représentation fut limitée à une seule personne (les États-Unis comptaient jusque-là deux délégués). Les RCs éliraient en outre quatre membres associés, dotés d'un plein droit de vote, au Comité exécutif, auprès des onze représentants nationaux. Afin de pallier l'écart croissant entre la dotation de l'UNESCO, restée constante depuis 1960, et les besoins de l'association (les dépenses avaient augmenté de 50% entre 1965 et 1971), des modalités d'adhésion distinctes furent adoptées pour les associations nationales, les membres associés (autres associations) et les membres individuels<sup>22</sup>. Le montant de la cotisation des associations nationales fut en outre réparti en trois catégories, selon leur contribution à l'UNESCO. Grâce à ces changements, la part de l'UNESCO dans les ressources de l'ISA tomba de 62% à 45% entre 1967 et 1973, quand celle des cotisations augmentait de 9% à 39%<sup>23</sup>.

En 1971, 47 associations nationales étaient des membres réguliers de l'ISA (catégorie A). Si l'Europe de l'Ouest l'emportait (17), la composition des adhésions collectives s'était diversifiée, avec 7 membres d'Europe de l'Est, 9 d'Asie, 6 d'Amérique latine, 5 d'Afrique, et l'Association d'Australie et Nouvelle Zélande (voir tableau 1).

**Tableau 1. Associations nationales membres de l'ISA en 1972 (par continent)\***

| Continent                     | Membres | Associations nationales  |
|-------------------------------|---------|--|
| Afrique                       | 5       | Algérie, Maroc, Afrique du sud, Tunisie, Ouganda, Zambie   |
| Asie                          | 9       | Chypre, Inde, Iran, Israël, Corée, Japon, Mongolie, Taiwan, Turquie  |
| Australie et Nouvelle Zélande | 1       | Australie et Nouvelle Zélande  |
| Europe de l'Est               | 7       | Bulgarie, Tchécoslovaquie, RDA, Hongrie, Pologne, Roumanie, URSS   |
| Europe de l'Ouest             | 17      | Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, RFA, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, Royaume Uni, Yougoslavie* |
| Amérique latine               | 6       | Argentine, Cuba, Equateur, Mexique, Uruguay, Venezuela   |
| Amérique du nord              | 2       | Canada, États-Unis   |

Source: ISA *Newsletter* 2, p. 8-9.

\*La classification suit la présentation dans la *Newsletter* de l'ISA. Non alignée, la Yougoslavie était placée dans le groupe des pays d'Europe de l'Ouest.

L'ISA s'attendait à ce que l'ouverture des RCs aux adhésions individuelles par cooptation (sans limitation nationale) « démultiplie significativement la gamme des contacts de par le monde<sup>24</sup> ». Une telle mesure eut en effet un impact immédiat sur le nombre d'adhérents individuels, qui passa de 29 recensés en 1966 à 435 en 1974, 1000 en 1978, 900 en 1982, 1929 en 1986 et 2751 en 1990.

De même, le nombre de RCs augmenta rapidement : il y en avait 17 actifs au congrès de Varna en 1970, 13 supplémentaires obtinrent ce statut durant le congrès ou peu après, et leur nombre crût dès lors régulièrement. En 1989, ils étaient 48. Comme prévu, l'association allait « prendre progressivement la forme d'une fédération de tels comités<sup>25</sup> ». Cela signifiait aussi que l'ISA n'allait plus déterminer l'agenda de la recherche, bien que les plénières et *symposia* serviraient à donner le ton et à promouvoir certaines thèmes, problématiques ou approches. Le rôle de l'association allait donc de plus en plus consister dans la circulation des connaissances, dans la construction de réseaux transnationaux, ainsi que dans la discussion de questions professionnelles.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 176.

<sup>23</sup> J. Platt, *A Brief History of ISA*, *op. cit.*, p. 42-43.

<sup>24</sup> « The new structure of the I.S.A. », art. cité, p. 2 (je traduis).

<sup>25</sup> *Ibid.*

Les 17 RCs fondés dans la première période abordaient les thèmes classiques de la sociologie : stratification, pauvreté, famille, religion, science (fondé par Robert Merton), droit, médecine, santé mentale, sport, communication, loisirs, politique, et conflit. Ils correspondaient aux spécialités de la discipline, notamment telle qu'elle s'était développée aux États-Unis, mais aussi en France (le RC Communication avait été fondé par Edgar Morin, celui sur les loisirs par Joffre Dumazedier, qui comptait 50 membres en provenance de 18 pays<sup>26</sup>) ou en Italie (le RC droit). Certains, comme ceux sur la famille ou la pauvreté, étaient plus directement liés à la demande sociale et gouvernementale (le second avait prévu dans une réunion à Bucarest en 1971 une session sur « Strategy issues in policy formulation and implementation »). À l'instar du RC « Sociologie politique » avec la science politique en plein essor<sup>27</sup>, le RC « Sociolinguistics » oeuvrait à l'intersection de la sociologie et de la linguistique, elle aussi en plein développement. Le RC « Sociology of knowledge » fusionna en 1972 avec le RC Communication. Presque tous ces RCs existent encore (même si certains ont été rebaptisés), signalant une certaine stabilité des spécialités disciplinaires, à laquelle on peut supposer qu'ils ont contribué.

Les nouveaux RCs, consacrés entre autres à l'éducation, aux organisations, aux migrations, à l'écologie, à la sociotechnique (voir tableau 2), reflétaient les tendances les plus récentes de la recherche sociologique dans le monde. Un débat avait émergé au sein du groupe de travail sur « Modernisation et innovation » au cours du congrès de Varna : certains délégués critiquèrent le concept de « modernisation » comme impliquant une évolution vers les modes de vie et techniques des nations dominantes ou avancées, c'est pourquoi le terme fut remplacé par « processus de changement social ». Seuls 3 des 30 RCs fondés ou renouvelés en 1970-1971 n'étaient pas (co)présidés par des sociologues des pays « occidentaux » (2 l'étaient par des Russes, 1 par un Polonais). 13 des présidentes étaient basés aux États-Unis, 8 en France, 3 en Italie, 1 au Royaume-Uni, au Danemark, en Finlande, et aux Pays-Bas. Deux étaient co-présidés par un Russe et un Colombien. Il n'y avait que deux femmes parmi eux : Ruth Glass (Royaume-Uni) et Ellen Hill, d'origine allemande, par ailleurs en charge du secrétariat de l'ISA de 1971 à 1974 (voir tableau 2).

**Tableau 2. Les 30 RCs de l'ISA en 1971**

| RC | Nom   | Date de création | Président 1971           | Pays du président |
|----|---|------------------|--------------------------|-------------------|
| 1  | Armed Forces and Society<br>(rebaptisé Armed force and Conflict Resolution en 1980) | 1970             | Morris Janowitz          | États-Unis        |
| 2  | Aspirations, needs and development  | 1971             | Henry Chombart de Lawe   | France            |
| 3  | Community Research  | 1969 (1966)      | Terry Clark              | États-Unis        |
| 4  | Sociology of Education  | 1971             | Pierre Bourdieu          | France            |
| 5  | Ethnic, Race and Minority Relations   | 1971             | Pierre Bessaignet        | France            |
| 6  | Family Research   | 1959             | Gerrit Kooy              | Pays-Bas          |
| 7  | Futurology<br>(renommé Sociology of Futures Research en 1974)                       | 1971             | Eduard A. Lisle          | France            |
| 8  | History of sociology  | 1971             | Igor Kon<br>Pietro Rossi | URSS<br>Italie    |

<sup>26</sup> Les données sur le nombre de membres des RCs ne sont recensées que pour quelques-uns.

<sup>27</sup> Une étude a été réalisée par Thibaud Boncourt sur le RC 18 « Sociologie politique », dans le cadre de la présente enquête.

|    |   |      |  |                                      |
|----|---|------|--|--------------------------------------|
| 9  | Innovative Process in Social Change<br>(devenu en 1980: Social Practice and Social Transformation, et après 1994: Social Transformations and Sociology of Development.) | 1971 | Orlando Fals Borda<br>Ellen Hill<br>Peter Park | Colombie<br><br>Italie<br>États-Unis |
| 10 | Sociology of international relations  | 1971 | Fjodor Bourlatzki                              | URSS                                 |
| 11 | Sociology of Law (devenu RC 12)   | 1962 | Renato Treves                                  | Italie                               |
| 12 | Sociology of Leisure (devenu RC 13)   | 1962 | Joffre Dumazedier                              | France                               |
| 13 | Sociology of Mass Communication<br>(fusionne en 1972 avec Sociology of Knowledge, interrompu après période d'inactivité; devient RC 14)                                 | 1959 | Edgar Morin                                    | France                               |
| 14 | Sociology of Medicine<br>(rebaptisé Sociology of Health en 1986, devient RC 15)   | 1962 | Mark Field                                     | États-Unis                           |
| 15 | Sociology of Migration (became RC 31)   | 1971 | John Kosa                                      | États-Unis                           |
| 16 | Sociology of National Movements and Imperialism   | 1966 | Anouar Abdel-Malek                             | France                               |
| 17 | Sociology of Organization   | 1971 | Michel Crozier                                 | France                               |
| 18 | Political Sociology   | 1960 | Juan Linz                                      | États-Unis                           |
| 19 | Sociology of Poverty<br>(renommé Poverty, Social Welfare and Social Policy)   | 1968 | S. M. Miller                                   | États-Unis                           |
| 20 | Psychiatric Sociology<br>(devenu Sociology of Mental Health en 1975 et RC 49)   | 1959 | John A Clausen                                 | États-Unis                           |
| 21 | Sociology of Regional and Urban Development   | 1971 | Janusz Ziolkowski                              | Pologne                              |
| 22 | Sociology of Religion   | 1959 | Norman Birnbaum                                | États-Unis                           |
| 23 | Sociology of Science  | 1966 | Robert Merton                                  | États-Unis                           |
| 24 | Social Ecology  | 1971 | Erik Allardt                                   | Finlande                             |
| 25 | Sociolinguistics (devenu Language and Society en 1994)  | 1966 | Rolf Kjolseth                                  | États-Unis                           |
| 26 | Sociotechnics   | 1971 | Adam Podgorecki                                | États-Unis                           |
| 27 | Sociology of Sport  | 1964 | Günther Lüschen                                | États-Unis                           |
| 28 | Social Stratification (réorganisé en 1972)  | 1950 | Kaare Svalastoga                               | Danemark                             |
| 29 | Urban Sociology   | 1965 | Ruth Glass                                     | Royaume Uni                          |
| 30 | Sociology of Work   | 1971 | Anton Zvorikin                                 | URSS                                 |

En 1975, le Conseil de recherche adopta des critères plus précis pour évaluer les candidatures aux nouveaux RCs : ils devaient représenter un domaine majeur de la sociologie, ne pas être limités quant à l'approche, être internationaux (au moins 25 chercheurs en provenance de 5 pays ou plus), à quoi s'ajoutait la continuité de l'activité entre les colloques et le dynamisme<sup>28</sup>. Bien que les 18 nouveaux RCs créés de 1973 à 1989 fussent plus orientés vers la recherche fondamentale que vers la recherche appliquée pour les politiques publiques, certains étaient toujours dépendants de la demande sociale d'expertise : l'organisation, l'autogestion (mise en place en Yougoslavie, apparaissait dans le sillage de mai 68 comme une alternative au capitalisme et au collectivisme), le vieillissement, la jeunesse, la déviance, l'agriculture, l'alimentation, étaient des thématiques qui attiraient les financements des décideurs politiques. Le RC Social Ecology

<sup>28</sup> *ISA Newsletter*, juillet 1975, p. 4.

travaillait en lien étroit avec le programme de l'UNESCO sur « Les indicateurs écologiques du changement social ».

La planification avait été un des sujets de confrontation entre marxistes et non marxistes au congrès de Varna de 1970 : les premiers, surtout ceux qui travaillaient en Europe de l'Est, s'opposaient au paradigme de la « société postindustrielle » qui prévalait dans la sociologie étasunienne. C'est pourquoi la futurologie était un domaine de haute concurrence idéologique entre approches théoriques et méthodologiques incompatibles. Le concept de « style de vie » devint néanmoins un outil commun de comparaison entre pays. La sociologie du travail était aussi un terrain d'affrontement idéologique. Le RC était présidé par Anton Zvorikin (URSS), lequel s'efforçait de développer des recherches comparatives de longue durée, mais l'activité entre les congrès était restreinte en raison du Rideau de fer. Autre divergence apparue dans le congrès de Varna, la notion de « changement social » qui remplaçait, à l'ouest, celle de « progrès » considéré comme trop téléologique, mais toujours revendiquée par les marxistes-léninistes.

Tandis que les méthodes mathématiques et statistiques étaient déjà bien établies, de nouvelles méthodes quantitatives et qualitatives émergeaient, notamment l'analyse de réseaux, et la biographie (ou récit de vie), qui atteint le statut de RC (38) en 1980. Ce fut aussi le cas de la sociologie comparée (RC20) en 1986 : il est significatif que la comparaison internationale, qui avait été à l'origine du projet de création de l'ISA, et son objectif majeur dans la première période, était devenu un RC parmi d'autres, signe de la nationalisation de la discipline, et de sa spécialisation croissante.

De cette spécialisation, témoignait par ailleurs le lancement de périodiques spécialisés, à l'instar de *l'International Review of Sport Sociology* (1965), revue du RC afférent. La dynamique de spécialisation était telle que, dans sa réunion de 1974, le conseil de l'ISA envisagea même de supprimer les congrès mondiaux en faveur de rencontres régionales et entre RCs, mais décida finalement de les maintenir<sup>29</sup>.

Pendant cette même réunion, le conseil vota aussi, comme d'autres associations internationales, une motion sur la liberté académique, avec une référence spéciale à la répression des sciences sociales au Chili après le coup d'État. Cette motion marquait un jalon dans l'évolution de l'ISA d'organisme expert pour l'UNESCO à une organisation professionnelle défendant l'autonomie de la discipline et soutenant ses membres face aux pressions autoritaires.

L'internationalisation de l'ISA par-delà l'Europe et l'Amérique du Nord fut stimulée par la décision de tenir les congrès de 1982 et 1986 à Mexico et à New Delhi. Lors de celui de Mexico, marqué par la protestation des sociologues latino-américains qui souhaitaient s'exprimer en espagnol, fut élu le premier président d'un pays du sud, Fernando Cardoso, futur président du Brésil<sup>30</sup>. Ce congrès, qui réunit environ 4500 sociologues (près de 2000 de plus qu'à Uppsala en 1978), contribua à la diversification géographique de l'ISA<sup>31</sup>, qui fut mise en avant dans les plénières et semi-plénières. Les trente-trois *symposia* été coordonnés par des sociologues d'Amérique latine (6 : 2 du Mexique, 1 d'Argentine, du Brésil, du Chili, et de Colombie), d'Asie (7 : 3 d'Inde, 2 du Japon, 1 de Singapour, 1 d'Israël), d'Afrique (3 : Égypte, Kenya, Nigeria), d'Europe de l'Est (7 : 3 d'URSS, 3 de Hongrie, 1 de Pologne), seuls 7 d'Europe de l'ouest (3 de RFA, 2 du Royaume Uni, 1 d'Espagne et de Finlande) et 3 d'Amérique du nord (2 des États-Unis, 1 du Canada)<sup>32</sup>. Cette diversité se reflétait, quoiqu'à la marge, sur le plan thématique et sur celui des perspectives, qu'elles soient marxiste, globale, indigéniste ou féministe. Les problèmes « globaux » et la question de la

<sup>29</sup> *ISA Newsletter*, n°7, 1974, p. 3.

<sup>30</sup> Sur sa trajectoire, voir Afranio Garcia, « Une noblesse républicaine. Fernando Henrique Cardoso et la sociologie au Brésil », in Johan Heilbron, Rémi Lenoir et Gisèle Sapiro (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales*, Paris, Fayard, 2004, p. 305-322.

<sup>31</sup> La répartition des inscrites par région manque pour ce colloque, mais on peut supposer que cette augmentation est due à la participation de sociologues latino-américains, dans la mesure où l'ISA ne compte alors que 900 membres.

<sup>32</sup> Un *symposium* était coordonné par deux femmes, pour l'un le nom du coordinateur n'était pas mentionné.

pertinence des théories universalistes (notamment celle du choix rationnel) pour les pays non occidentaux apparaissent aussi dans les thèmes des plénières du congrès de Madrid en 1990, annonçant les développements à venir.

Ayant abandonné la publication des actes des congrès dès 1970, l'ISA a redéfini son rôle dans la diffusion internationale des travaux et débats sociologiques, en lançant en 1974 une collection dirigée par un comité international<sup>33</sup> : the *SAGE Studies in International Sociology (SSIS)*, qui se fixe pour objectif d'« encourage[r] les débats de résonance internationale et [de] cartographie[r] les tendances futures ayant une importance sociologique » (je traduis). En 1986, sous la présidence de Margaret Archer, première femme à accéder à la tête de l'ISA, une nouvelle revue de l'ISA fut fondée, *International Sociology*, privilégiant les sujets trans- ou inter-nationaux, à dimension comparative.

### **Globalisation et rapports de force géopolitiques : la montée en puissance des pays du sud (1991-2022)**

L'autonomie de l'ISA par rapport à l'UNESCO et aux autres organismes financeurs se confirme au cours de la troisième période, inaugurée par un nouveau changement des statuts. Adoptés en 1994, ils stabilisent la structure des membres et le budget en fixant les adhésions à quatre ans, garantissant l'autonomie budgétaire de l'association. Certes, l'UNESCO continue d'adresser des appels d'offre à l'Association, à l'instar du programme MOST "Management of Social Transformations" qui souhaitait, à la suite d'une conférence des Nations Unies sur « Environnement et développement » en 1992, développer une recherche sur la notion de « développement durable », devenu « un *Leitbild* internationalement accepté pour les politiques environnementales et développementales »<sup>34</sup>. Si cette notion ne semble pas être entrée dans le vocabulaire conceptuel de la sociologie à en juger par les présentations de plénières et semi-plénières des congrès, les RCs sont libres de répondre ou non à ce type d'appel d'offre. Une session spéciale sera aussi organisée en partenariat avec l'UNESCO au congrès de Durban en 2002, sur les thèmes des politiques publiques et de la sociologie appliquée, qui problématise ainsi le rapport à l'expertise.

Le code d'éthique, adopté l'année précédente, affirme cette autonomie de la sociologie face aux financeurs et aux gouvernements par la défense de la liberté académique. Il redéfinit sa mission universaliste avec un plus grand souci de la diversité culturelle et genrée, ce qui reflète les évolutions de la période.

Son préambule déclare qu'en développant un « corpus de savoirs scientifiques fiable et valide fondé sur la recherche », les sociologues aspirent à « contribuer à l'amélioration de la condition humaine globale ». Les objectifs du code sont, premièrement, de protéger le bien-être des groupes et individus avec lesquels et sur lesquels les sociologues travaillent, et deuxièmement, de guider l'attitude et les attentes des membres de l'ISA entre eux et envers la société<sup>35</sup>. Le code d'éthique aborde quatre points. Le premier concerne la sociologie comme champ d'étude et de pratique, requiert que les sociologues « coopèrent localement et au niveau transnational sur la seule base de la validité scientifique, sans discrimination fondée sur des facteurs non pertinents tels que l'âge, le sexe, la préférence sexuelles, l'ethnicité, la langue, la religion ou l'affiliation politique ». Le second entend protéger l'autonomie de la recherche et des normes scientifiques par rapport aux financeurs, mais aussi l'éthique à l'égard des enquêtés et des informateurs. Le troisième point vise à garantir la liberté de publication des résultats de recherche par

<sup>33</sup> Le comité international comptait Martinotti (Italie), président, Akiwowo (Nigeria), Allardt (Finlande), Bassand (Suisse), Cernea (Roumanie), Fukutake (Japon), Ianni (Brésil), Mukherjee (Inde), Osipov (URSS), Richta (Tchécoslovaquie), Rosenmayr (Autriche), Meyer (RDA), Sussman (USA) (*ISA Newsletter* 7, p. 3).

<sup>34</sup> *Bul.*, n°69-70, 1996, p. 30 (je traduis).

<sup>35</sup> <https://www.isa-sociology.org/en/about-isa/code-of-ethics>.

les chercheurs et leur droit d'auteur sur leur production, y compris des bases de données, ainsi que le droit de critiquer. Le dernier point concerne les usages extra scientifiques des résultats de la recherche, qui sont d'intérêt public et doivent être divulgués pour respecter le droit d'information mais implique le droit de rectifier leur mésinterprétation<sup>36</sup>.

Cette période est marquée par la reconfiguration des rapports de force géopolitiques après la chute des régimes communistes, qui a d'importantes conséquences sur la morphologie de l'ISA, avec l'adhésion de nouveaux membres collectifs issus de la dissolution de l'Union soviétique : les associations d'Arménie, d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, d'Ouzbékistan, et de Russie. De même, l'association croate adhère à l'ISA en 1992, après la dissolution de la Yougoslavie. Le nombre d'associations nationales composant l'ISA atteint ainsi 63 en 2014. La formation de l'Union européenne a aussi un impact sur l'organisation internationale de la discipline, puisqu'elle entraîne la création de l'Association européenne de sociologie en 1992<sup>37</sup> (elle deviendra membre de l'ISA en 2004), qui contribue à sa régionalisation<sup>38</sup>. Un nombre croissant de sociologues d'Europe de l'Est s'impliquent dans l'ISA, passant de 280 participants au congrès de 1990 à plus de 400 à celui de Bielefeld (1994), mais ce nombre n'excède pas 460 avant le congrès de Göteborg en 2010, et ne redescend plus en dessous de 350 après, les Russes arrivant en tête, suivis des Polonais. Un président polonais a été élu en 2002, Piotr Sztompka.

Une autre évolution notable est l'augmentation de la part des sociologues d'Asie de l'Est parmi les membres de l'ISA : de 7,7% en 2002 à 15% en 2014, année où le congrès se tint à Yokohama, et où un quart des participantes provenaient de cette région, et dans les comités directeurs des RCs (parmi ceux fondés en 1990, leur part a augmenté de 2% à 10% en 2014 et à 13% en 2020). La diversité géographique de l'ISA s'est plus généralement accrue vers une meilleure représentation des pays du sud, qui y étaient auparavant sous-représentés, en particulier l'Inde et les pays arabes et subsahariens. Cette évolution fut incarnée par l'élection de deux présidents provenant de ces contrées (après le Brésilien Cardoso dans la période précédente) : l'Indien Tharailath Koshy Oommen (1990-1994) et le Palestinien Sari Hanafi, professeur à l'American University de Beyrouth (2018-2023), ancien président du conseil des associations nationales, qui a contribué à cette diversification en faisant adhérer les associations arabes, et en œuvrant du côté de l'Afrique, du Vietnam et de l'Indonésie<sup>39</sup>. S'y ajoutent la professeure d'origine indienne Margaret Abraham, basée aux États-Unis (2014-2018), deuxième femme présidente après Margaret Archer (1986-1990). Pendant cette période, les *symposia* se sont également diversifiés, suivant une recommandation du comité en charge du programme du congrès de 1994 pour que la diversité géographique et genrée soit assurée parmi les invitées aux (semi-)plénières<sup>40</sup>.

Cette évolution s'accompagna d'une augmentation significative du nombre des membres de l'ISA : de 2751 en 1990 à 3474 en 1994. En 2010, on allait dépasser les 5000, jusqu'à atteindre 6360 en 2018. Cependant, à la suite du congrès de 1998 à Montréal, qui célébrait le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Association, le bulletin de l'ISA publia une analyse critique du congrès par Heinz R. Sonntag, professeur à l'Université Centrale du Venezuela, sous le titre « How the Sociology of The North Celebrates Itself<sup>41</sup> ». Partant de considérations plus générales sur les inégalités économiques et les

---

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> Voir Thibaud Boncourt, « La science internationale comme ressource. Genèse et développement comparés des associations européennes de sciences sociales », *Revue française de sociologie* vol. 57, n°3, 2016, p. 529-561 ; et « The struggles for European science. A comparative perspective on the history of European social science associations », *Serendipities. Journal for the sociology and history of the social sciences*, vol. 2, n°1, 2017, p. 10-32.

<sup>38</sup> Sur la régionalisation, voir Johan Heilbron, « The social sciences as an emerging global field », *Current sociology*, vol. 62, n°5, 2014, p. 685-703.

<sup>39</sup> Entretien avec Sari Hanafi, 8.3.22.

<sup>40</sup> Minutes des rencontres du comité pour le programme, 7 juin 1993, p. 2 ; 19 mars 2012, p. 1 (ISA Arch.).

<sup>41</sup> *Bulletin de l'ISA*, n° 80, 1999, p. 21-23 (désormais *Bul.*).

asymétries entre centre et périphérie, dans le sillage des travaux d'Immanuel Wallerstein, il en discutait les répercussions dans le champ de la production des savoirs, où ils étaient supposés à tort refléter les compétences. Sonntag y voyait, au contraire, le résultat de la division internationale du travail dans ce domaine et des rapports de force entre langues et compétences linguistiques, qui faisait que les chercheurs du « nord » ignoraient la production dans des idiomes très répandus comme l'espagnol. Cette introduction servait son analyse du Congrès de Montréal comme une étude de cas de la domination du nord au sein de l'ISA.

Sonntag critiquait en premier lieu les procédures électorales, pas assez démocratiques, et tendant à renforcer cette domination, par le mécanisme de « sélection par proximité ». Parmi les 70 membres collectifs réguliers, 53 étaient à jour de leur cotisation, dont 24 associations de pays du nord, 16 du sud, et 13 de sociétés en transition (anciens États communistes). Dans le conseil de recherche, il observait que 47 des délégués des 50 RCs venaient du nord, 3 du sud, aucun d'un pays en transition. Le président de l'ISA et les 4 vice-présidents, tout comme les membres du comité exécutif, sont élus par ces deux conseils. Or trois des quatre vice-présidents actuels venaient, comme le président, d'un pays du nord, de même que 12 des 16 membres du CE, cette situation n'ayant pas été très différente sous les présidents du sud Cardoso et Oommen. Il en allait de même pour les directeurs des publications de l'ISA, tous du nord. Le comité du programme du congrès de Montréal comptait 9 représentants, 5 du sud, et 2 de pays en transition, ce qui avait eu un impact sur le programme. Bien que cinq des six *symposia* en semi-plénière eussent une coordination nord-sud conjointe, 63 des communicantes invitées provenaient du nord, 29 du sud et 4 de pays en transition. D'après le programme, Sonntag avait calculé que 84,6% des présidents et co-présidents de RCs venaient du nord, 11,8% du sud, 3,4% de pays en transition. 74% des communications présentées dans les sessions émanaient de chercheurs du nord, contre 19% du sud et 7% de pays en transition. Sonntag remarqua que cette asymétrie était inégalement distribuée entre RC. Parmi les plus divers et équilibrés, il y avait le RC12 Sociology of Law (le rapport pour les présidentes de sessions était de 13:7:1; et pour les communications 25:26:7) et le RC32 Women in Society (16:10:0; 48:38:6). Les autres RCs ayant une répartition plus équilibrée étaient les RCs Urban and Regional Development (21), Deviance and Social Control (29), Sociology of Work (30), Sociology of Migration (31), Sociology of Youth (34), Sociology of Agriculture (40), et Sociology of Population (41). À l'opposé, l'inégalité était la plus prononcée dans les RCs Community Research (03), Sociology of Disasters (39), Sociology Psychology (42), Rational Choice (45), Social Movements, Collective Action and Social Change (48), Mental Health (49), où presque tous les présidents provenaient du nord, et où peu de communications étaient présentées par des sociologues du sud. Sonntag nota aussi, exemples à l'appui, que les chercheurs latino-américains étaient sous-représentés dans des domaines où leur contribution était notable. De même, 45 des 47 sessions des six WGs étaient présidées par des chercheurs du nord, et ces derniers avaient également présenté 80% des communications (contre 9% par des sociologues du sud, et 11 des pays en transition).

Sonntag faisait en conclusion neuf recommandations pour améliorer cette situation, dont certaines, comme l'implication des membres de l'ISA dans la direction des publications, l'organisation de groupes en d'autres langues, et les aides aux collègues du sud pour se rendre aux congrès, allaient être suivies par la nouvelle équipe élue à la tête de l'Association.

La diversification des membres et l'inclusion croissante de sociologues provenant de pays défavorisés furent rendues possibles notamment grâce à la décision de distinguer trois catégories pour le montant des cotisations (A, B, C) en fonction du revenu national par habitant (s'ajoutera un tarif étudiant). En 2014, le président Michael Burawoy regrettait cependant que, malgré l'inclusion croissante de membres des catégories B et C, la répartition des 6000 participantes de 120 pays au Congrès de Yokohama par catégorie soit encore très inégale : 73% venaient de pays appartenant la catégorie A, 19% de la B, 8% de la C. Ces tendances ne reflétaient pas seulement le développement de la sociologie dans le monde mais aussi les conditions matérielles d'exercice du métier.

De fait, la participation aux congrès est en partie déterminée par le lieu choisi, lequel est stratégique, on l'a vu, pour attirer des membres de la région, mais dissuasif pour d'autres (que ce soit en raison du coût ou de la distance). Comme celui de Mexico et Delhi dans la période précédente, le choix de Brisbane (2002) et de Durban (2006) permit à plus de sociologues d'Asie

du sud et d'Afrique de participer. Toutefois, les raisons économiques ne sont qu'un des facteurs pesant sur la participation, comme l'a montré une enquête quantitative sur les congrès et les forums de l'ISA de 1990 et 2012 : le niveau de démocratie et des infrastructures dont bénéficient les sciences sociales ont également un impact<sup>42</sup>. Pour les huit rencontres qui se sont tenues entre ces deux dates, dix pays étaient les mieux représentés : États-Unis (3678), Royaume Uni (1952), Allemagne (1898), Espagne (1811), Canada (1594), Brésil (1482), Australie (1293), France (1250), Italie (929) et l'Argentine (884)<sup>43</sup>. Ces effectifs devraient bien sûr être pondérés en fonction du nombre de sociologues dans chaque pays, mais ils reflètent également leur implication variable dans l'ISA, qui se manifeste aussi par l'accueil d'un congrès (l'Australie) ou d'un forum (l'Argentine). De fait, le nombre de participants japonais est monté à 986 dans le congrès de 2014 à Yokohama, et le Japon a compté, depuis lors, parmi les dix pays les plus représentés aux rencontres suivantes (le congrès de 2018 et les forums de 2016 et 2020). L'Inde figure aussi parmi les dix dans les quatre colloques tenus de 2014 à 2020.

Une autre source de domination est la langue, comme l'avait déjà souligné T. K. Oommen dans son discours présidentiel lors de la rencontre du conseil de l'ISA en 1993<sup>44</sup>. La part des communications en français avait décliné dans les années 1980. Les statuts de 1994 introduisirent l'espagnol comme troisième langue officielle, ainsi que l'avaient réclamé les membres hispanophones lors du congrès de 1982 à Mexico. Dès 1990, le Concours international pour Jeunes Chercheurs lancé par l'ISA autorisait l'envoi d'articles en dix langues, examinés par des jurys régionaux chargés de la présélection. À partir de 2002 se tinrent des sessions en « communautés de langues » : cette année-là, au congrès de Brisbane, il y en eut (toujours en marge) en français, russe, espagnol et persan, et au congrès de 2006 à Durban, en chinois, hindi, portugais, persan et russe.

L'internationalisation de la sociologie était devenue, dès le début de la période, un sujet de préoccupation et de réflexivité. Il avait fait l'objet d'un numéro spécial de *Current Sociology* en 1991. Afin de favoriser une meilleure connaissance de l'état de la discipline dans le monde en vue du colloque anniversaire de 1998, Immanuel Wallerstein avait lancé, pendant sa présidence (1994-1998), un projet d'état des lieux de la « sociologie mondiale selon une perspective régionale », en organisant dix colloques (par exemple l'ISA Arab Regional Conference, en 1997). Elles aboutirent à une série de dix publications dans la collection « ISA regional volumes 1996-1998 », dont six consacrés à des régions du sud, et un à une région en transition). Dans son analyse critique du congrès de 1998, Sonntag nota toutefois qu'aucun des quinze responsables de ces volumes ni des cent auteurs de ces volumes n'avait été invité à une (semi-)plénière.

Parallèlement à ces évolutions géographiques et culturelles, la morphologie et la gouvernance de l'ISA ont été marquées dans cette troisième période par la féminisation, qui s'accélère dans les années 1990, comme ailleurs dans les sciences sociales<sup>45</sup>. La présence des femmes dans les comités directeurs des RCs augmente mais de manière inégale, les thématiques apparaissent fortement genrées (femmes/genre, famille, éducation, loisirs vs. politique, droit, choix rationnel). De même, la féminisation des plénières et semi-plénières est un processus très lent. Jusqu'en 1990, leur part

---

<sup>42</sup> Joshua Dubrow, Marta Kolczyńska, Kazimierz Slomczynski, Irina Tomescu-Dubrow, « Sociologists Everywhere. Country representation in conferences hosted by the International Sociological Association, 1990–2012 », *Current Sociology*, vol. 66, n°3, 2018, p. 466–489.

<sup>43</sup> *ibid.*: p. 468.

<sup>44</sup> *Bul.* n°63, 1994, p. 6.

<sup>45</sup> Voir Mathias Duller, Christian Fleck, Victor Karady (dir.), *Shaping Human Science Disciplines. Institutional Developments in Europe and Beyond*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019. De semblables évolutions s'observent dans d'autres associations internationales: voir Thibaud Boncourt, Susanne Koch et Elena Matviichuk, « International scientific associations and conferences as agents in the unequal circulation of knowledge », in Wiebke Keim et Leandro Rodriguez Medina (dir.), *Routledge Handbook of Academic Knowledge Circulation*, London, Routledge, à paraître.

se situait entre 10% et 20%, comme le notaient le comité du RC « Women, gender and society », réclamant aussi plus de place aux questions de genre.<sup>46</sup> L'introduction de sessions dédiées au genre contribua à faire augmenter la présence des femmes dans les plénières et semi-plénières à 30%.

Si la part des participantes aux congrès, qui atteint plus de 50% à partir de 2014, varie selon les pays (d'aucune en provenance du Sri Lanka à 97% de Lituanie en 2018), la répartition genrée ne recoupe pas la division Nord/Sud, contrairement aux pronostics de certains membres du CE : les Philippines comptent 71% de participantes en 2014 et 63% en 2018, l'Indonésie 68% en 2014. On n'observe pas non plus de telle corrélation dans les (semi-)plénières : très actives au sein de l'ISA et dans les comités des RC, des femmes sociologues du Brésil, d'Inde et des Philippines, sont aussi au nombre des invitées aux plénières et semi-plénières, qu'elles ont contribué à féminiser et à diversifier du point de vue des origines géographiques<sup>47</sup>.

Même quand ces consignes de diversité commencèrent à être suivies, on observe une division du travail entre théorie et recherche empirique, ainsi qu'entre thématiques. Par exemple, lors du congrès-anniversaire de 1998 à Montréal, dont le thème était "Social knowledge : heritage, challenges, perspectives", le premier des six *symposia*, qui était aussi le plus théorique, a réuni, sous l'intitulé "Changing identities and social order", des sociologues provenant en grande majorité des États-Unis (12), avec quelques autres venant du Royaume Uni (2), d'Allemagne (2), du Canada (2), d'Italie (1), d'Inde (1) et d'Égypte (1) (il avait été organisé par Piotr Sztompa, de Pologne, et Claus Offe, d'Allemagne). Coordinné par Samir Naim-Ahmed (Égypte) et Kokichi Shoji (Japon), le plus divers était celui traitant du modèle centre/périphérie, avec trois sociologues japonais, et un ou une d'Argentine, du Brésil, d'Égypte, d'Italie, de Corée, du Mexique, du Portugal, de Russie, d'Espagne, des États-Unis, et du Venezuela. Mais seules trois femmes y prirent part, alors qu'elles étaient mieux représentées (10 sur 16) dans le *symposium* sur la qualité de la vie moderne, présidé par deux femmes, Eva Blay (São Paolo) et Rena Rott (Allemagne). Ce fut, cette année-là, la seule session semi-plénière où la présence féminine excéda la participation masculine.

Au congrès de Brisbane en 2002, les deux sessions présidentielles illustraient l'objectif d'atteindre un équilibre de genre (5 hommes et 5 femmes) et d'origine géographique, avec huit pays représentés : France (2), États-Unis, Royaume Uni, Italie, Australie, Brésil, Chine, Japon. En revanche, les cinq *symposia* comptaient deux fois plus d'hommes (53) que de femmes (26), taux qui variait entre les sessions. La distribution géographique, bien que diversifiée (entre 7 et 11 pays par *symposium*) demeurait clairement en faveur des Européens et Nord-américains (52 contre 17).

Pour le congrès de Durban (2006), les membres du CE firent des recommandations explicites au comité du programme pour pallier à la sous-représentation des intervenantes d'Europe de l'Est, d'Asie et de l'aire hispanophone<sup>48</sup>. Malgré un meilleur équilibre nord-sud (et genré : 57 hommes et 51 femmes) dans les *symposia*, dont les invitées provenaient de 38 pays – dont 35 d'Europe, 24 d'Amérique du nord, 19 d'Asie (dont 7 indiennes), 16 d'Amérique latine (dont 6 brésiliennes) et 12 d'Afrique (9 d'Afrique du sud) –, ces derniers restaient deux fois moins nombreux que leurs collègues nord américains. Absentes des sessions présidentielles, les chercheuses africaines avaient été reléguées aux sessions spéciales centrées sur l'Afrique (43 sur 75 intervenantes, les autres provenant du nord).

Le congrès de 2018 à Toronto, sous la présidence de Margaret Abraham, marque un tournant du point de vue du genre : pour la première fois, le nombre de femmes dépassa celui des hommes parmi les invitées aux sessions présidentielles (5 sur 8), de même que dans les semi-plénières (16

<sup>46</sup> *Bul.*, n°54-55, 1991, p. 29.

<sup>47</sup> Une analyse sociologique de la féminisation inégale des participants aux congrès de l'ISA par pays requiert une équation plus complexe prenant en compte le taux de féminisation de la discipline dans chaque pays, qui ne résulte pas nécessairement de la politique d'égalité entre les sexes, mais de son histoire et de sa position au sein des disciplines dans le champ académique national, ainsi que du degré d'ouverture sociale des universités et formations à la recherche.

<sup>48</sup> Minutes PCM 2005.

sur 29), qui avaient toutes été co-organisées par une femme. Ces invitées provenaient de 15 pays, mais en raison, entre autres, de la tenue du colloque en Amérique du nord, cette région était surreprésentée (États-Unis : 6, Canada : 6), suivie de l'Amérique latine (Mexique : 3, Argentine : 2, Brésil : 1, Équateur : 1, Costa Rica : 1) et de l'Europe (Royaume Uni : 3, France : 1, Autriche : 1, Pays-Bas : 1, Russie : 1). 4 venaient d'Afrique du sud, 2 d'Asie (Inde : 1, Singapour : 1), 1 d'Australie. Les (semi-)plénières atteignirent donc aussi un équilibre entre nord et sud (près de la moitié des intervenantes et plus de 5 des 9 présidentes de séance).

L'inertie du biais cognitif genré et occidental-centré est encore plus manifeste dans les dispositifs de valorisation : le palmarès des dix livres les plus importants du XX<sup>e</sup> siècle sélectionnés par les membres de l'ISA en 1998 ; les sessions « Authors meet readers » présentant à un auditoire international un livre en anglais paru dans les quatre dernières années ; et le prix de sociologie décerné par l'ISA. Il sera corrigé à partir de 2014.

Indicatif du canon disciplinaire, le palmarès « Books of the XXth Century » issu de la consultation des membres de l'ISA, révélait l'hégémonie étasunienne (voir tableau 3) : 5 des 10 ouvrages sélectionnés étaient écrits par des chercheurs étasuniens, 4 par des allemands (dont deux de Max Weber), et un par un français (Bourdieu).

Les mécanismes de sélection du dispositif « Authors meet readers » accentuaient les inégalités d'origine géographique (déjà impliquées par la langue de publication) et de genre. Les invitées de la première session étaient Margaret Archer, ancienne présidente de l'ISA (Royaume Uni), Neil Smelser (États-Unis), Dorothy Smith (Canada), Shmuel Eisenstadt (Israël) et Alain Touraine (France). Aucune sociologue des pays du sud (qui n'ait aussi un poste dans un pays du nord) ne fut invitée jusqu'en 2010. En 2006, les invitées furent une fois de plus Margaret Archer (Royaume Uni), seule femme, auprès de Luc Boltanski (France) - qui ne vint pas -, Lamo de Espinosa (Espagne), et Mahmood Mamdani (présenté comme venant des États-Unis et d'Ouganda). Coordonnées par Hans Joas, les propositions pour le congrès de 2010, où les sessions devaient être rebaptisées « Author meets Critics », et réunir des tables rondes de discutantes, étaient Manuel Castells, Randal Collins, Peter Hedström, Hans Joas lui-même, Saskia Sassen et Charles Taylor. C'est en vue du congrès de 2014 que s'opéra le tournant. Les critères de sélection impliquaient désormais, outre la publication d'un ouvrage important (« *influential* ») pour la discipline, une diversité géographique et linguistique, ainsi qu'un équilibre genré<sup>49</sup>.

De même, les trois lauréats du prix de sociologie de la Fondation Mattei Dogan, doté de 5000 euros, décerné pour la première fois au congrès de 2002, furent trois hommes, deux Américains (Neil Smelser en 2002 et Jeffrey Alexander en 2010) et un Français (Alain Touraine en 2006). En 2010, le prix fut suspendu, l'association souhaitant réorganiser ses récompenses pour qu'elles soient clairement identifiées à l'ISA<sup>50</sup>. La raison en était en fait que le donateur, directeur de recherche émérite au CNRS, avait tenté d'interférer dans le processus de sélection, et d'exclure les voix féministes qui contestaient les critères d'excellence favorisant les hommes en modifiant les statuts. Quelques protestations s'élevèrent contre cette suspension, invoquant l'importance des prix pour la discipline (l'exemple de l'American Sociological Association, qui en décerne neuf, fut cité). En 2014, fut créée une *Award for excellence in research and practice*. Si l'ancien président de l'ISA, Wallerstein, en fut le premier lauréat, en 2018, le prix revint à une femme, Nira Yuval-Davis, de l'University of East London au Royaume Uni. Le troisième prix, annoncé en 2022, est allé à la sociologue australienne transgenre Raewyn Connell.

**Tableau 3 : Palmarès des « Livres du XX<sup>e</sup> siècle »**

|   | <b>Auteur</b>         | <b>Titre</b>                        | <b>% des votes</b> |
|---|-----------------------|-------------------------------------|--------------------|
| 1 | Weber, Max            | <i>Economy and Society</i>          | 20.9               |
| 2 | Mills, Charles Wright | <i>The Sociological Imagination</i> | 13.0               |

<sup>49</sup> Minutes PCM 2012, p. 4.

<sup>50</sup> Lettre de Michael Burawoy à Mattei Dogan, 31 août 2010 (Archives ISA).

|    |                               |  |      |
|----|-------------------------------|--|------|
| 3  | Merton, Robert K.             | <i>Social Theory and Social Structure</i>                | 11.4 |
| 4  | Weber, Max                    | <i>The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism</i> | 10.3 |
| 5  | Berger, P.L. and Luckmann, T. | <i>The Social Construction of Reality</i>                | 9.9  |
| 6  | Bourdieu, Pierre              | <i>Distinction. A Social Critique of Taste</i>           | 9.5  |
| 7  | Elias, Norbert                | <i>The Civilizing Process: Power and Civility</i>        | 6.6  |
| 8  | Habermas, Jürgen              | <i>The Theory of Communicative Action</i>                | 6.4  |
| 9  | Parsons, Talcott              | <i>The Structure of Social Action</i>                    | 6.2  |
| 10 | Goffman, Erving               | <i>The Presentation of the Self in Everyday Life</i>     | 5.5  |

Source: Bul. 77, 1998: 17.

La reconfiguration géopolitique et genrée a eu un impact intellectuel plus profond. Cette troisième période est marquée par l'émergence de nouveaux défis épistémologiques à partir des théories féministes et indigénistes, comme en témoignent les sessions des *symposia*. Ils ont suivi et contesté l'institutionnalisation de la théorie du choix rationnel, qui a accédé au statut de RC (45) en 1990. D'autres défis proviennent des autres disciplines comme les études environnementales et la cybernétique : l'ISA contribue à constituer la sociologie environnementale en spécialité, tout comme la sociocybernétique, qui acquiert le statut de RC (51) en 1990. Les objets traditionnels de la sociologie tels que le travail, la migration, la santé et les inégalités sont également transformés par la mondialisation du commerce et de la finance, les politiques néo-libérales qui démantèlent l'État-providence, et les déplacements de masse de populations pour des raisons économiques et politiques, tandis que la sociologie politique et des mouvements sociaux doit tenir compte des nouvelles formes d'identités collectives qui défient les États-nations, et la montée de l'illibéralisme et des régimes autoritaires dans d'autres parties du monde. Les concepts de pouvoir et de domination ont conservé leur fonction critique. Les classes sociales ont aussi gardé leur pertinence, tout en étant de plus en plus articulées au genre et à l'ethnicité/race dans le cadre d'une approche intersectionnelle (c'est moins le cas avec le handicap). Un nouveau RC (47) « Social classes and social movements » fut fondé en 1992, dans la lignée de l'approche tourainienne, la mieux représentée des écoles françaises au sein de l'ISA depuis les années 1980. L'importance de cet objet et la divergence des approches ont conduit à la création en 1994 d'un second RC (48), dans le sillage de la théorie de l'action collective inspirée de Charles Tilly.

Les méthodologies et approches ont aussi connu un renouveau avec des WG centrés sur les indicateurs sociaux, la sociologie historique, les relations local-global, la sociologie visuelle, l'ethnographie institutionnelle, et la sociologie digitale. L'opposition centre-périphérie a continué à prouver sa valeur heuristique, renforcée par le rôle qu'a joué Wallerstein en tant que président de l'ISA de 1994 à 1998, mais ce schème a été complexifié par les partitions occidental-non-occidental et nord-sud. La question des pensées et épistémologies non-occidentales a commencé à être discutée, bien qu'à la marge, et une session ad hoc a été dédiée à la contribution d'Ibn Khaldun à la sociologie au congrès de 2006.

Parallèlement à ces tendances, la spécialisation et ramification croissantes, attestées par la multiplication des RCs (dont le nombre atteint 57 en 1994), comportait un risque de balkanisation de la discipline, comme le souligna le président Wallerstein en 1997 (leur nombre fut ramené à 53 RCs durant son mandat). Les volumes publiés par la collection d'ouvrages chez Sage en témoignent. Parallèlement aux volumes consacrés aux thèmes des congrès, d'autres dressent un état de lieux par domaine de spécialisation, à l'instar d'*Economy and Society* (1990), codirigé par Alberto Martinelli et Neil Smelser, ou *Gender, Work and Medicine* (1993), codirigé par Elianne Riska et Katarina Wegar. Certains volumes se veulent néanmoins plus généralistes, tel *The ISA Handbook in Contemporary Sociology* (2009) codirigé par Ann Denis et Devorah Kalekin-Fishman. À cette époque, la collection

commença aussi à promouvoir des références du sud, avec par exemple *The ISA Handbook of Diverse Sociological Traditions* (2009), dirigé par Sujata Patel (laquelle allait reprendre la direction de la collection l'année suivante jusqu'en 2016) et *Key Texts for Latin American Sociology* (2019), dirigé par Fernanda Beigel, qui rassemble des textes de référence de sociologues d'Argentine, du Brésil, du Pérou, du Chili, de Costa Rica, du Mexique, de Bolivie, de l'Uruguay. On peut cependant se demander si ces volumes, très onéreux et peu diffusés, contribuent véritablement à unifier la communauté sociologique à l'international<sup>51</sup>. De même pour les autres publications de l'ISA, telle la revue *Current Sociology*, qui comptait 1859 abonnées en 1994<sup>52</sup>, et qui fut relancée en 1996 comme une revue scientifique, plus centrée sur les concepts, théories, méthodes, nouveaux champs de recherche et controverses.

D'autres mesures allaient être prises pour favoriser la circulation internationale des travaux de sociologie et corriger les asymétries, le développement d'internet offrant de nouvelles voies de diffusion rapides et gratuites, qui contrastent avec la lenteur et les coûts de plus en plus exorbitants de l'édition scientifique anglophone.

Ainsi, le lancement en 2010 de la revue en ligne *Global Dialogue* se fait en trois langues (anglais, français, espagnol). Autre outil d'inclusion, la Global Mapping Sociologists (GMS) database vise à « identifier, connecter, et rendre possible les collaborations globales en sociologie, et aider les sociologues qui rencontrent de multiples barrières, économique et politiques, faisant obstacle à la participation aux échanges globaux ». Elle vise aussi à « accroître la diversité des perspectives » et à « œuvrer à favoriser une participation égale dans les échanges globaux »<sup>53</sup>. Elle comprend actuellement 90,000 entrées, et contient les résumés et mots-clé de congrès mondiaux de l'ISA et des forums de sociologie, ainsi que des articles parus dans les revues de l'ISA.

Ces évolutions entraînent une politisation de l'ISA, polarisant l'association entre deux conceptions de l'autonomie : l'une qui l'assimile à l'objectivité et la neutralité axiologique, l'autre y voyant le fondement du rôle critique des sociologues. C'est cette dernière conception qui l'a finalement emporté.

Comme l'attestent les discours présidentiels, ainsi que les thèmes des congrès et des sessions plénières, l'ISA s'est donné pour mission non seulement la promotion de la sociologie comme profession et l'expertise à destination des politiques publiques, mais aussi et surtout le développement de la *critical sociology* (sociologie réflexive) et de la *public sociology* au sens donné par Michael Burawoy lors de son discours présidentiel à l'American Sociological Association en 2004 (sociologie réflexive et sociologie publique ou engagée dans l'espace public)<sup>54</sup>. Les membres de l'ISA sont régulièrement invitées par leurs présidentes et vice-présidentes à débattre de leur rôle dans la société, des usages de leurs travaux hors du monde académique, des manières de résoudre les problèmes sociaux, à dévoiler les inégalités, à analyser les effets de la mondialisation, à construire une « citoyenneté mondiale et une communauté politique (*polity*) globale », selon les termes du président Alberto Martinelli.

L'autonomie implique aussi, de manière plus consensuelle mais plus occasionnelle, la défense des enseignantes-chercheuses privées de leur liberté académique et plus généralement de leurs droits humains dans le monde. Dès 1974, dans sa motion sur le Chili (voir *supra*), l'ISA demandait la

<sup>51</sup> Même si Sujata Patel obtint de Sage de faire imprimer les livres en Inde pour réduire leur prix exorbitant.

<sup>52</sup> *Bul.* n°65-66, p. 4. Selon le rapport de T. K. Oommen, les chiffres étaient largement inférieurs : 365 en 1991 et 319 en 1994 (*Bul.* n°64, p. 6).

<sup>53</sup> Site: <https://www.isa-sociology.org/en/publications/isa-digital-worlds/gms> (je traduis).

<sup>54</sup> Michael Burawoy, « For Public Sociology, *American Sociological Review*, vol. 70, n°1, 2005, p. 4-28. Sur la terminologie en français, voir la traduction par Mathieu Hauchecorne et Étienne Ollion : « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, n° 1-2, 2009, p. 121-144 ; et Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, n° 1-2, 2009, p. 4-7.

libération de Clodomiro Alemida, ancien directeur de l'École de sociologie de l'Université du Chili et ancien premier ministre incarcéré après le coup d'État<sup>55</sup>. En 2000, une lettre collective fut signée pour protester contre l'emprisonnement par les autorités égyptiennes de Saad Edding Ibrahim, qui avait dirigé un ouvrage intitulé *Civil Society and Party Politics in the Arab World: Reluctant Democratization*. Ces interventions se sont intensifiées depuis la création en 2013 d'un comité pour les droits humains, qui a publié plusieurs motions de soutien à des sociologues ayant été victimes de violations de leurs droits, dans une conjoncture où ces violations se multiplient dans le monde.

En 2016, PISA a ainsi adopté une motion sur la liberté académique en Turquie et en Inde. L'association a également dénoncé les menaces et actions du gouvernement étasunien sous la présidence de Donald Trump contre les droits humains internationaux, en réaction à l'ordonnance de suspension des visas des ressortissants de six pays à majorité musulmane. En 2018, PISA a adopté la motion de la Société brésilienne de sociologie à propos du meurtre de la sociologue et militante Marielle Franco, tout comme la motion de la Philippine Sociological Society sur les menaces que le régime Duterte fait peser sur la liberté académique. En 2019, elle a exprimé, entre autres, sa solidarité avec les étudiants, professeurs et activistes qui luttent pour leurs droits au suffrage universel, à la liberté d'expression, à la démocratie et à la liberté à Hong Kong. En 2020, PISA a condamné les attaques contre les universités indiennes, et les sanctions étasuniennes contre l'Iran, le Venezuela et Cuba, et le racisme systémique aux États-Unis ayant conduit au meurtre de George Floyd. Cette année-là, PISA a également soutenu la ratification de la Convention 190 de l'Organisation internationale du travail pour mettre un terme à la violence et au harcèlement dans le monde du travail. En 2021, PISA a adopté une motion contre la dégradation des universités au Venezuela, du fait de la restriction des ressources budgétaires et de la chute des salaires. Elle a, en cette même année, soutenu la déclaration de la Société israélienne de sociologie s'inquiétant du décret du ministre de la défense qualifiant de « terroristes » six organisations palestiniennes de la société civile et des droits humains. En 2022, PISA a publié l'appel de l'Université de Birzeit à rejeter les mesures israéliennes contre la liberté académique, de même qu'une motion contre l'offensive militaire russe en Ukraine<sup>56</sup>.

## Conclusion

Organisation internationale, PISA a incarné cette internationalité de façons diverses. D'abord, elle s'est constituée comme organisme consultatif de l'UNESCO et a œuvré à l'organisation professionnelle et l'institutionnalisation académique de la sociologie de par le monde, tout en s'autonomisant de sa tutelle, et en devenant une instance de défense de la profession et d'intervention en faveur de l'autonomie et de la liberté académique.

L'ISA a diffusé des normes disciplinaires et professionnelles calquées en bonne partie sur celles de la sociologie étasunienne, normes qui ont contribué à façonner la discipline<sup>57</sup>. Mais l'impérialisme universaliste de PISA n'a pas tardé à rencontrer des résistances dans son désir d'expansion, qui a conduit à le saper. À partir de 1956, elle devient un lieu d'affrontement et d'échange entre théories étasuniennes dominantes et marxisme, qui défient son ambition universaliste. Avec le changement de statuts de 1970, PISA va favoriser la transnationalisation de la sociologie, organisée en sous-disciplines de plus en plus spécialisées. Très occidental-centrée dans la première phase de son existence, elle commence alors à se diversifier sur le plan géographique, avec l'adhésion d'associations nationales et de sociologues d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Cette diversification s'accroît à partir des années 1980, qui voient apparaître les thématiques globales mais aussi la contestation indigéniste de la validité des théories occidentales.

<sup>55</sup> Voir le site de PISA: <https://www.isa-sociology.org/en/about-isa/isa-human-rights-committee>.

<sup>56</sup> L'appel concerne la réglementation des colons israéliens sur « l'entrée et la résidence d'étrangers dans la région de Judée et Samarie », qui donne à Israël le droit de sélectionner les universitaires et étudiants pouvant être présents dans les universités palestiniennes, et quels champs de recherche sont autorisés.

<sup>57</sup> Par-delà la création d'associations nationales (Sapiro 2022), l'enquête pourrait être prolongée par des études sur « l'effet ISA » dans divers pays.

Elles n'ont pas suffi à faire disparaître toutefois les effets de l'hégémonie étasunienne dans le champ global des sciences sociales. Celle-ci s'est plutôt renforcée dans les années 1990, mais les théories postcoloniales ont paradoxalement favorisé une ouverture à ces contestations aux États-Unis mêmes dans la manière de concevoir la globalisation.

Cependant, malgré la réflexion menée en interne pour réduire les inégalités, les mesures visant à favoriser la participation des pays du sud sont lentes à produire des effets, les obstacles n'étant pas qu'économiques. La question linguistique n'a été qu'en partie résolue par l'ajout de l'espagnol, et par les sessions de communautés de langues. Au forum de Porto-Alegre qui s'est tenu en ligne en mars 2020 en raison de la pandémie, un dispositif de traduction automatique a permis de tenir nombre de conférences en portugais. La diversification et la féminisation des membres et des participantes aux congrès ont aussi mis en relief l'asymétrie des rapports de force qui ressort des invitations plénières et semi-plénières, des prix ou des sessions d'auteurs invités, révélant l'inertie des biais cognitifs. Un tournant s'opère en 2014.

Soulignons que représentation ne signifie pas ici représentativité. La diversité géographique est un indicateur très approximatif qui révèle les biais induits par l'inconscient académique des pays dominants. Souvent invoqué pour justifier ces biais, l'argument de l'histoire de la discipline et de l'ancienneté des pays du nord ne tient pas : la pratique de la sociologie et son enseignement apparaissent dès la première moitié du siècle en Turquie, au Japon, au Brésil et en Inde. Ces asymétries sont l'expression d'un rapport de force inégal dû à des facteurs économiques, géopolitiques et intellectuels. Elles nécessitent des politiques volontaristes pour être corrigées, telles celles mises en place par l'ISA. La présence de représentantes des pays du sud dans les instances dirigeantes (qui renvoie cette fois à la représentativité) et dans les instances éditoriales y aura contribué.

Il est aussi important de rappeler que si l'ISA a impulsé la professionnalisation de la discipline dans beaucoup de pays, favorisant la formation de champs nationaux, ces derniers se sont autonomisés de l'ISA et se structurent autour de l'opposition national-international telle que Bourdieu l'a analysée dans *Homo Academicus*<sup>58</sup>. Certes, cette opposition ne revêt pas toujours le même sens selon le pays ou les périodes, et la propension à s'internationaliser dépend souvent de la position du pays dans les rapports de force internationaux et dans la structure interne du champ académique national<sup>59</sup>. En outre, l'internationalisation ne revêt pas toujours la même signification. Bourdieu distingue ainsi trois stratégies face à des modèles étrangers dominants : résistance, imitation, et appropriation stratégique sélective<sup>60</sup>. Ces stratégies doivent être rapportées aux positions occupées dans les champs nationaux. Les modes d'investissement d'une organisation internationale comme l'ISA pourraient être étudiés selon cette grille (par exemple, l'investissement de Bourdieu lui-même dans la création du RC sur l'éducation, puis son retrait dès 1974), mais cela requiert un autre dispositif de recherche. Ces investissements différenciés peuvent induire des décalages, sur le plan scientifique, entre l'état de la recherche et ce qui circule au sein de instances<sup>61</sup>.

Enfin, cette étude de cas montre qu'internationalisation et transnationalisation sont deux processus distincts qui peuvent entrer en tension, comme l'illustre l'évolution de l'ISA à partir des années 1970, ces deux logiques s'incarnant dans la structure bicéphale de ses instances dirigeantes. Alors que l'internationalisation était, dans sa première phase, un vecteur d'imposition de normes

---

<sup>58</sup> P. Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984.

<sup>59</sup> Voir G. Sapiro, « Le champ est-il national ? La théorie de la différenciation sociale au prisme de l'histoire globale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 200, n° 5, 2013, p. 70-85.

<sup>60</sup> P. Bourdieu, « Programme pour une sociologie de la circulation des œuvres », *Impérialismes, op. cit.*, p. 27-28.

<sup>61</sup> En témoigne par exemple la marginalité, dans les congrès de l'ISA, de l'approche du sociologue contemporain le plus cité au monde, Pierre Bourdieu, dont un ouvrage, *La Distinction*, figure pourtant sur le palmarès des dix livres les plus importants du XX<sup>e</sup> siècle.

professionnelles favorisant les rapports d'hégémonie, elle est paradoxalement devenue une force d'opposition à la domination occidentale.